

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 07/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LELY ENVIRONNEMENT

135 Rue Vaucanson
38340 Voreppe

Références : 2024-Is032TS1

Pièce jointe : fiche d'instruction « ouverture du sous-casier 5 »

Code AIOT : 0006103167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement LELY ENVIRONNEMENT implanté lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par l'arrêté préfectoral n°DDPP-2017-12-19, la société LELY est autorisée à poursuivre l'exploitation en réhausse de son installation de stockage de déchets non dangereux. Conformément au chapitre 8.9 de l'arrêté préfectoral susvisé, la société LELY ENVIRONNEMENT a remis le 25 septembre 2023 en mains propres un dossier intitulé « dossier d'ouvrages exécutés de la réhausse 5 » relatif au récolement général des travaux réalisés avant mise en œuvre de la BSP1-BSA2 du sous-casier 5 puis de leur mise en œuvre.

L'objectif de la visite et du contrôle documentaire était de vérifier le respect de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et de l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017. Ce dossier doit établir la conformité de l'alvéole aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Les contrôles fournis ont été effectués par des organismes tiers dont la liste est établie dans le dossier. Le dossier comporte l'ensemble des pièces justificatives telles que plans, résultats de contrôles par les organismes

compétents, résultats d'essais et d'analyses, notices techniques, photographies, etc... Une visite d'inspection des installations a eu lieu le 21 février 2024. Lors de cette visite, nous avons pu constater que les dispositions et aménagement définis dans le dossier sont respectés. La fiche d'instruction en annexe du présent rapport liste les vérifications effectuées. Des vérifications supplémentaires ont également été menées (voir les points de contrôle 1 à 4).

La visite a également été l'opportunité de vérifier les suites de l'inspection de l'année passée (voir les points de contrôle 5 à 7)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LELY ENVIRONNEMENT
- lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère
- Code AIOT : 0006103167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère un centre de stockage de déchets non dangereux. Le site compte également une plateforme mâchefers, une plateforme de compostage et une plateforme de bois ainsi qu'un centre de tri mis en activité en 2023.

Les activités sont régies par plusieurs arrêtés préfectoraux dont l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017, et les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) n° DDPP-IC-2019-04-17 du 17 avril 2019 (agrandissement de la plateforme bois) et n° DDPP-DREAL UD38-2023-02-17 du 16 février 2023 (centre de tri).

Thèmes de l'inspection :

- Dossier d'ouverture du sous-casier 5
- Suites de l'inspection 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6	/	Demande d'action corrective	7 jours
3	Bassin de rétention des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	contrôle des déchets entrants	AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
7	Procédure d'admission des déchets sur site	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.6.1 des prescriptions annexées	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
8	Programme d'échantillonn	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	age et d'analyses : BSP	18			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place de la BSA	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6	/	Sans objet
4	Réseau de collecte du biogaz	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 3.3.1	/	Sans objet
5	Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le dossier d'ouverture du sous-casier 5, les points contrôlés n'appellent pas de remarque de la part de la DREAL. La fiche d'instruction du dossier d'ouverture est annexé au présent rapport.

Les 4 non conformités relevées auront vocation à être levées à l'occasion de la prochaine visite de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place de la BSA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Drainage et collecte des lixiviats
Prescription contrôlée : Les lixiviats sont dirigés après pompage vers un bassin de rétention étanche et résistant aux substances contenues dans les lixiviats. Son dispositif d'étanchéité est constitué, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une bar-

<p>rière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent.</p> <p>Sa capacité minimale correspond à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale soit 3120 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de lixiviats a été dimensionné pour recueillir les lixiviats de l'ensemble des alvéoles en exploitation. La réhausse de l'ISDND ne modifie pas ce calcul puisque les alvéoles sous-jacentes sont fermées et donc rendues étanches aux eaux de ruissellement lorsque les alvéoles composant la réhausse sont créées. Ainsi, la surface des alvéoles en réhausse présente un volume identique à la surface des alvéoles fermées, l'exploitant considère une surface d'impact des eaux pluviales identiques.</p> <p>Le dispositif d'étanchéité est celui décrit dans le dossier de demande d'autorisation, il n'a pas été contrôlé durant l'inspection.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant l'intérêt de prévoir un contrôle visuel des géomembranes afin de s'assurer du bon état des textiles et donc de l'efficacité de l'étanchéité mise en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance des lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Drainage et collecte des lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque groupe d'alvéoles n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane de la barrière de sécurité active, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. La charge hydraulique est contrôlée et enregistrée hebdomadairement dans chaque puits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser le contrôle par le biais d'une sonde piézométrique portative permettant de mesurer la hauteur de lixiviats, ce contrôle étant fait une à deux fois par mois.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le contrôle doit être fait chaque semaine.</p> <p>La prescription n'est pas conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>

N° 3 : Bassin de rétention des lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, constitution des bassins de rétention des lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.</p> <p>La zone des bassins de stockage des lixiviats est équipée d'une clôture sur tout son périmètre.</p> <p>L'exploitant positionne à proximité immédiate du bassin les dispositifs et équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une bouée ; - une échelle par bassin ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires. <p>Le bassin de stockage de lixiviats est équipé d'un dispositif permettant d'arrêter l'alimentation en lixiviats pour prévenir tout débordement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin a été contrôlé visuellement lors de la visite terrain. Les éléments prescrits tels que bouée, échelle, signalisation sont présents. L'alimentation dans le bassin est déclenché par des pompes et n'est pas gravitaire, ce système permet d'éviter les débordements accidentels.</p> <p>Le repère demandé pour matérialiser le volume de réserve n'est pas présent. Le maintien d'un volume de réserve permet de faire face à une arrivée importante de lixiviats en cas d'aléa.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Réseau de collecte du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, puits de captage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les puits de captage du biogaz sont disposés de telle sorte qu'aucun point de la rehausse ne se trouve à plus de 40 mètres d'un puits de collecte du biogaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point a été vu conforme lors de la visite terrain. Il permet de limiter les accumulations de biogaz dans les alvéoles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de l'entrée en décharge : déchets admissibles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/07/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Les déchets suivants ne sont pas autorisés à être stockés dans une installation de stockage de déchets non dangereux :</p> <p>- les déchets valorisables listés à l'article R. 541-48-3 du même code et destinés à être éliminés dans l'installation ;</p> <p>« - les déchets dont le producteur n'a pas justifié, conformément à l'article R. 541-48-4 du même code, du respect des obligations de tri qui s'imposent à lui en application des articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1, L. 541-21-2-2 du même code et de leurs modalités d'application ;</p> <p>« - les déchets ménagers et assimilés pour lesquels la collectivité locale en charge de la collecte n'a pas justifiée, conformément à l'article R. 541-48-4 du même code, du respect des obligations de collecte séparée prévues par l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales ;</p>
Constats : <p>Le rapport de l'inspection de 2023 indiquait :</p> <p>"Le rapport de l'inspection de 2022 indiquait :</p> <p>"L'organisation actuelle répond en partie à la prescription :</p> <p>Concernant le nouvel article R541-48-3 du code de l'environnement applicable depuis janvier 2022, le chargement de bennes comprenant une certaine quantité de déchets valorisables vers une élimination en centre de stockage est interdite. L'exploitant indique exploiter depuis près de 3 ans une plateforme de pré-tri sur le centre de Saint Quentin dont l'objectif est de pouvoir retirer la part de déchets valorisables d'un chargement détecté par le contrôle visuel appliqué par Lely à l'entrée sur le site ou lors de la récupération chez le producteur par un camion Lely.</p> <p>Quant à l'article R541-48-4 du code de l'environnement applicable depuis janvier 2022, il prévoit que les producteurs de déchets atteste sur l'honneur annuellement de :</p> <p>"1° La liste de leurs obligations de tri ;</p> <p>2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées."</p> <p>Actuellement, les producteurs sont tenus au renseignement annuel d'une fiche d'information préalable (FIP), comprenant notamment les informations relatives au caractère ultime du déchet au sens de l'article L541-1 du code de l'environnement, sans pour autant fournir les informations demandées plus haut.</p> <p>Ces éléments ont été intégrés à une version projet de la fiche d'information préalable, dont le déploiement est prévu en 2023.</p>

<p>La DREAL note qu'actuellement l'organisation du site ne permet pas de répondre totalement aux récentes évolutions réglementaires mais que pour autant l'organisation en place permet de n'enfouir que des déchets ultimes."</p> <p>Il a été demandé à l'issue de l'inspection inopinée du 4 juillet 2023 de fournir sous 7 jours les modèles de FIP 2023 pour vérifier qu'ils prenaient en compte la prescription, ainsi que les FIP concernant les sociétés Excoffier Marignier et Excoffier Sallanches, clients identifiés par l'exploitant comme envoyant des lots de déchets contenant systématiquement une part importante de valorisable, et dont les camions sont systématiquement redirigés vers la plateforme de tri. Aucun envoi n'ayant été fait à ce jour, il est demandé à l'exploitant de les transmettre sous un mois."</p>
<p>Les deux FIP de l'année 2024 relatives aux producteurs de déchets Excoffier/Sallanches et Excoffier/Cran Genévrier ont été contrôlés et comportent les informations demandées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : contrôle des déchets entrants

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/02/2023, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle et acceptation des déchets entrants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute livraison de déchets fait l'objet :</p> <p>d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;</p> <p>d'un pesage des déchets sur le pont bascule dans le sens entrant, étalonné et vérifié annuellement ;</p> <p>d'un contrôle visuel lors de l'admission sur le site et lors du déchargement ;</p> <p>d'un contrôle de non-radioactivité du chargement lors de l'admission sur site ;</p> <p>de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</p> <p>En cas de non-présentation des documents, d'identification de déchets indésirables lors du contrôle visuel, ou du déclenchement du portique de radioactivité, le chargement est refusé et retourné au producteur ou dirigé vers une station de traitement approprié aux frais du producteur.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à jour et à disposition de l'inspection des installations classées un registre des déchets entrants. Le contenu minimal des informations au registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de l'inspection de 2023 indiquait :</p> <p>"L'écopôle Lely Environnement de Saint Quentin sur Isère s'est doté en 2023 d'un centre de tri des</p>

déchets. Cette nouvelle activité a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire cité en référence.

Le centre de tri est en fonctionnement depuis le début de l'année, il n'est pas encore en fonctionnement maximal.

La procédure d'admission des déchets entrants a été contrôlée lors de l'inspection : une partie importante des arrivages proviennent de la plateforme de pré-tri du centre de stockage voisin. Les camions comprenant une part importante de déchets valorisables dans leurs chargements y sont redirigés pour les séparer des déchets ultimes avant que ceux-ci ne soient enfouis. La part valorisable extraite est ensuite acheminée vers le centre de tri, Lely devenant le producteur de ces déchets.

Pour les clients extérieurs, l'exploitant a indiqué que l'information préalable et le certificat d'acceptation préalable étaient en cours de mise en place et que cette exigence était pour le moment assurée par les informations mises dans les contrats. La DREAL rappelle que pour autant ces informations ne se substituent pas à la procédure d'acceptation préalable et qu'il convient de la mettre en place dans les meilleurs délais.

La prescription est non conforme."

L'exploitant a indiqué lors de l'inspection de février 2024 que ce point était encore en cours de déploiement, et que cela serait opérationnel fin mars 2024. Ce point sera contrôlé lors de la prochaine inspection de la DREAL.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Procédure d'admission des déchets sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.6.1 des prescriptions annexées

Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

[...]

- réalise une pesée ;

- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement ;

- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

Constats :

<p>Le rapport de 223 indiquait :</p> <p>"Lors de l'inspection, un camion Lely, identifié par la benne R1542 contenant des déchets destinés au centre de stockage, est entré sur le site sans s'arrêter pour suivre les opérations d'admission. Le chauffeur a indiqué vouloir déposer sa benne pour pouvoir repartir en cherchant une autre étant en retard sur son planning. Il comptait ensuite vider les deux bennes à la suite. L'exploitant a indiqué que c'était une pratique interdite mais pour autant régulièrement pratiquée par certains chauffeurs.</p> <p>La DREAL rappelle que la procédure d'admission n'est pas dérogeable et que chaque benne entrant sur le site doit être contrôlée et pesée dès son arrivée afin d'assurer la traçabilité des déchets, d'éviter les trafics de déchets et de contrôler la quantité de déchets enfouie. La DREAL alerte également l'exploitant sur la possibilité physique d'éviter la bascule et donc les contrôles : en effet, seule l'inspectrice sur place a constaté le passage du camion, les opérateurs sur place étant occupés avec d'autres chauffeurs n'ont rien remarqué. Des actions correctives allant au-delà du rappel écrit aux chauffeurs devront être proposées. Il est évident que ceux-ci connaissent la procédure mais choisissent délibérément de ne pas la suivre. Une organisation empêchant strictement cette pratique devra être mise en place dans les meilleurs délais."</p> <p>Lors de l'inspection de 2024, l'exploitant a indiqué qu'une barrière magnétique permettant de contrôler rigoureusement l'entrée serait mise en place à la fin du premier trimestre 2024. Ce point sera contrôlé lors de la prochaine inspection de la DREAL sur site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Programme d'échantillonnage et d'analyses : BSP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du programme
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues.</p> <p>L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.</p> <p>Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.</p>

L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.
<p>Constats :</p> <p>Concernant le dossier d'ouverture du sous-casier 5, la DREAL attire l'attention de l'exploitant sur un point : l'article 18 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 lui demande de soumettre le programme d'échantillonnage et d'analyses nécessaire à la vérification de la BSP a minima trois mois avant l'engagement des travaux de construction du premier casier, le début des travaux doit faire l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Ces deux points n'ont pas été respectés.</p> <p>Une observation similaire a été produite pour le dossier d'ouverture du sous casier 6 (cf point 2.2. du rapport d'inspection du 25 août 2022). L'exploitant avait alors indiqué que la réalisation de la BSP pour le sous-casier 5 était achevée et qu'il prendrait la remarque en compte pour le dossier suivant.</p> <p>L'exploitant veillera impérativement à les respecter pour le prochain dossier.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois